

L'actu du Mois!

Difficultés de recrutement face au coût élevé de la vie

Le 12 novembre, j'ai posé une question orale à Julien DENORMANDIE, Ministre chargé de la ville et du logement, s'agissant des difficultés de recrutement face au coût élevé de la vie en Haute-Savoie, en lui faisant part de plusieurs requêtes afin de :

☐ **Mettre en place une indemnité de résidence pour aider au recrutement du personnel**

Le coût élevé de la vie en Haute-Savoie complique gravement le recrutement du personnel à toutes les échelles. Avec plus de 10 000 nouveaux habitants chaque année dans notre département, il devient très compliqué de maintenir certains services à la population pourtant vitaux, par manque de candidats. En cause, le prix élevé du logement qui est très dissuasif et empêche bien souvent les fonctionnaires et les salariés de s'installer durablement. Tous les secteurs d'activités sont désormais impactés et connaissent un taux de vacance de postes critique, surtout au sein de la fonction publique hospitalière. Actuellement 180 lits d'EHPAD sont gelés en Haute-Savoie, faute de personnel.

☐ **Faire évoluer le zonage actuel pour une meilleure adéquation de l'offre et des besoins de logement**

Le zonage actuel affecté à de nombreuses communes de notre département se révèle inadapté à nos particularismes locaux. Ce zonage se base en effet sur la tension du marché immobilier local comme critère de classement. Or, nombre de communes sont aujourd'hui classées en zone B2 alors qu'elles mériteraient un classement en zone B1 à l'exemple de la commune de Chamonix. Un zonage qui prive ces communes d'aides à l'investissement locatif intermédiaire notamment le dispositif fiscal de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à taux réduit qui s'applique aux logements intermédiaires portés par les investisseurs institutionnels en zone A et B1.

• **En réponse, le Ministre s'est engagé à territorialiser davantage les politiques menées en matière de logement, encore trop centralisées et souvent inadaptées aux réalités des territoires.**

Dans le cadre du Projet de Loi de Finances pour 2020, le gouvernement mettra en œuvre une telle expérimentation en région Bretagne, destinée à être généralisée, afin de déterminer au niveau local les classifications de zonage les plus adéquates avec la réalité territoriale. Il a également rappelé que la production de logements dits « abordables », passe aussi par la production de logements sociaux et la nécessité d'appliquer fermement la loi SRU.

Tout en regrettant de ne pas avoir obtenu de réponse du Gouvernement quant à la mise en œuvre d'une indemnité de résidence, j'adhère aux propos pragmatiques du Ministre, désireux d'impliquer davantage les acteurs locaux dans la détermination des politiques de logement. Je demeure attentive aux résultats de l'expérimentation bretonne et plaiderai pour que notre département puisse, à son tour, bénéficier d'une politique de logement en adéquation avec ses spécificités territoriales et à la cherté de la vie. Retrouvez en cliquant ici la vidéo de ma question et la réponse du Ministre.



En Commission des Affaires Economiques

A l'occasion de son audition par la Commission des Affaires Economiques, j'ai interpellé Jean Bernard LEVY, PDG d'EDF, sur les risques pesant sur la mise en concurrence des barrages hydroélectriques, actuellement gérés par EDF en grande partie.

- ➔ En effet, en zone de montagne, ces barrages jouent un rôle majeur pour les territoires et leur développement à plusieurs titres.
- ➔ Qu'il s'agisse du soutien d'étiage à l'irrigation, à la pêche en passant par le tourisme, le refroidissement des réacteurs nucléaires et la prévention des risques d'inondation, les 400 barrages exploités à 80% par EDF jouent un rôle dépassant largement le cadre énergétique, ce qui suscite l'inquiétude bien légitime des élus locaux et des populations.
- ➔ J'ai donc plaidé pour que ces équipements puissent être considérés comme des services d'intérêt général, pouvant rester dans le giron des Etats membres. [Cliquez ici pour lire la vidéo de mon intervention.](#)

Mes dernières questions écrites...

- ➔ Question écrite relative à la disparition du prêt à taux zéro (PTZ) sur les logements neufs en zone rurale.
- ➔ Question écrite en vue de demander l'intégration des indemnités de mandat électoral au calcul de l'indemnité compensatoire de handicaps naturels.
- ➔ Question écrite visant à une meilleure reconnaissance du métier d'auxiliaire de vie et d'aide à domicile.
- ➔ Question écrite concernant la réforme de la protection sociale complémentaire par voie d'ordonnances.
- ➔ Question écrite relative aux difficultés rencontrées par certaines communes à se faire assurer quand leur sinistralité est élevée.
- ➔ Question écrite sur la création d'une journée commémorative en mémoire des soldats français morts en opération extérieure.

Retrouvez le détail de mes questions au lien suivant: [questions parlementaires](#).



#Sénatrice sur le terrain, à l'écoute des élus !

Congrès des Maires de la Haute-Savoie à Rochexpo et visite du Sénat par les élus les 19 et 20/11 à Paris.

Agréables moments passés aux côtés des nombreux élus de Haute Savoie lors du congrès départemental annuel et lors de leur venue au Sénat et à Paris à l'occasion du Congrès des Maires de France.



Rencontre avec Thomas ALLARY, Directeur Régional Auvergne Rhône Alpes de SNCF Réseau.

Je lui ai fait part de nombreuses problématiques qui vous m'avez relayées sur notre réseau ferroviaire haut-savoyard notamment s'agissant du Chablais et du Genevois avec la diminution ces dernières années des TGV directs reliant Paris à Evian avec les problèmes de dessertes entre Bellegarde et la Haute-Savoie. J'ai fait de même pour la vallée de l'Arve avec la modernisation de la ligne Saint-Gervais-La Roche-sur-Foron et de la ligne Saint-Gervais/Vallorcine ou pour le bassin annécien (modernisation de la ligne Annecy-Rumilly-Aix-les-Bains). Je lui ai rappelé notre incompréhension suite à la fermeture unilatérale des guichets de nombreuses gares du département et j'ai soulevé le problème de la disparition des trains de nuit depuis 2016 dans notre département. Nous méritons une offre ferroviaire à la mesure de nos besoins.

Rétablissement de la RTS



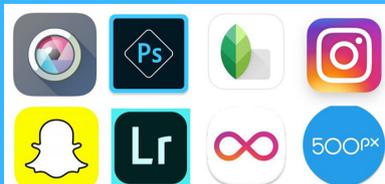
Virginie Duby-Muller et moi-même nous réjouissons de la décision prise le 21/11 par le Groupement Local de Coopération Transfrontalière (GLCT) qui a décidé de rétablir la RTS sur la partie française du Grand Genève pour une durée de 3 ans à titre expérimental. Il y a quelques mois, nous étions intervenues conjointement auprès du CSA et de RTF pour réclamer le rétablissement de la diffusion des chaînes suisses dans le Genevois français, suspendue depuis le 3 juin.

Nommée rapporteure de la PPL visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace

Je suis heureuse d'avoir été nommée rapporteure de la proposition de loi de Sophie Primas (Présidente de la Commission des Affaires économiques) visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace.

Je débiterai mes auditions dans les tous prochains jours, en vue de l'examen de ce texte début février au Sénat.

Consultez le texte en gras pour en savoir davantage sur **cette proposition de loi.**



EN BREF

➔ Réunion de travail avec Laurent Wauquiez et les Maires de la communauté de communes du Pays du Mont Blanc et de la vallée de Chamonix.



➔ Cérémonie commémorative du 11 novembre 1918 aux Clefs suivie de l'inauguration des aménagements de la place du village.



➔ Pensée émue pour mes collègues élus ainsi que pour les agents de la ville d'Annecy confrontés à ce sinistre.



➔ Nouvelle gare d'Annemasse, prête à accueillir l'arrivée du Lemman Express !



➔ Remise des Trophées "Envie d'entreprendre" en tant que Présidente du jury de cette 1ère édition à Thyez.



Me contacter:



Permanence parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville
74 800 La Roche-sur-Foron - Téléphone: 04 50 25 18 11
s.noel@senat.fr - www.senat.fr - www.sylvianenoel.fr